



La citoyenneté

Notre invité : **Jean-Baptiste de Foucauld** est inspecteur des finances, co-fondateur de l'association « Solidarités Nouvelles face au Chômage ». Il réfléchit actuellement, avec d'autres, à l'écriture d'un pacte civique.

Les personnes nouvelles :

Patrick Brisot, David Mouchard, Annie Gaborlau, Martine Fourcaut, Yannick Chignier, M. Chen, Christlan Saint Sernin de Paris
Gillaume Villatte, Jacques Olivier Benesse, Annick Deniset, Chantal Bridler, Solange Benoun du Val d'Oise
Jennifer Sutor, Colette Poos du Luxembourg
Marlana Guerra Ferrelra du Brésil
Karol Laînez du Honduras
Sandrine Perelra de Noisy-le-Grand
Alain Genevols, Malmoura Soumah du Val de Marne
Marle Aleth Grard représentante d'ATD Quart Monde au CES, **Emmanuèle Botsarron, Claire Lavoué** de l'Essonne.

On est citoyen quand on a les droits fondamentaux.

Pour qu'il y ait des droits, il faut qu'il y ait du respect des personnes.



Marle-Françoise Ferlaque pour **M. Tounsi** : « En 2007 quand j'étais hébergé au foyer Joly, j'avais téléphoné à la mairie de Saint-Maur pour contacter une dame du service social, elle a pris toutes mes coordonnées mais elle n'a jamais rappelé. La moindre des choses c'est une réponse quelle qu'elle soit. Je ne me suis vraiment pas senti citoyen. »

Catherine Hardy pour **Jeanne Vlny** : « Je me suis toujours sentie citoyenne à chaque fois que j'ai été à la mairie faire des demandes pour des logements pour des gens. Ça n'a pas toujours abouti mais ils m'ont toujours répondu. Une fois ils m'ont pas répondu alors j'ai envoyé une enveloppe timbrée. Elle m'a rappelée pour me dire qu'ils avaient des timbres. »

Marle Varon pour **Claudine Solvar** : « Je suis allée à la permanence du maire qui était à côté de chez moi. Quand je suis arrivée, la personne qui notait les gens sur la liste n'a pas voulu m'inscrire sous prétexte qu'il y avait déjà huit personnes avant moi mais j'avais le droit de voir le maire aussi et il n'y avait personne car les gens étaient partis se promener en attendant. J'ai insisté et elle a fini par m'inscrire. J'avais le droit je me sentais citoyenne. »

Manuel Martin : Ça c'est passé dans un parc. J'allais passer une petite après-midi avec mes enfants et je suis tombé face à un monsieur qui m'a fait sortir de force par la police parce que soi-disant c'était interdit de rentrer dans le parc en voiture. Je ne sais pas lire et écrire, je suis rentré. Ils sont venus avec trois

Patricia Cardon : Je ne me sens pas citoyenne du tout quand je vais au commissariat pour avoir une explication. J'avais posé la question de savoir s'il va y avoir des rondes parce que je voulais partir en vacances avec mes huit enfants. J'habite un quartier, un trou paumé, avec un terrain de voyageurs. Le fonctionnaire de police me dit « mais pourquoi vous voulez partir en vacances, il y a un camping municipal derrière chez vous ». J'ai le droit d'avoir... un minimum de respect. Je ne me sentais pas respectée du tout. Avoir le droit oui, mais il faut que la demande soit reçue, et la personne aussi ! On est humain, on n'est pas des animaux.

Jean-Baptiste de Foucauld : Ce qui me frappe c'est la difficulté à accéder à ces droits qui sont en principe reconnus. On a de gros efforts à faire pour rendre les droits réels. C'est tout le problème de nos régimes démocratiques. Ils énoncent des droits mais ensuite il faut les appliquer et c'est pas facile de les appliquer. Il est important que chacun connaisse ses droits puis qu'on ait le courage de les demander, de les exiger simplement, fermement, gentiment, ardemment. Il y a des droits qui sont plus



voitures de police pour moi tout seul. J'ai été chassé comme un malpropre. Ce qui est le problème c'est qu'il y avait mes enfants. Ça les a inquiétés, j'avais mon petit qui pleurait. Et puis ça leur donne une mauvaise image de la police et des parcs. Maintenant ils vont se méfier de là où ils mettent les pieds. Je me suis senti sali. J'ai perdu un peu ma dignité. Je ne suis pas un monstre, je voulais de mal à personne.

Patrick Brisot : Je suis content de l'entendre parler comme il a parlé : quel courage !

difficiles que d'autres. Quand il n'y a pas de travail, comment on fait pour organiser le droit au travail. Il faut créer du travail. C'est ce qu'on essaie de faire dans « Solidarités Nouvelles face au Chômage ». En fait pour qu'il y ait des droits, il faut qu'il y ait du respect des personnes. Il ne suffit pas d'assembler des droits, il faut qu'il y ait des valeurs qui font que chacun s'efforce de permettre que tous ceux qui ont droit à ces droits, accèdent à ces droits.

Sans accès au logement, on se sent humilié plus que citoyen.

Thierry Rochereau pour **Danielle Montoni** : Danielle n'a plus sa maison sur son terrain, elle dit : « Avant la création du comité, un adjoint au maire, nous avait proposé de déménager dans une maison sur l'île Champagne. Il faut un bateau pour y aller. Vous me voyez prendre une barque, moi qui ne sait pas nager. Aucun logement ne nous a été proposé pendant un

an. Quand le comité a été créé, nous avons fait signer une pétition. Les gens ont tous signé c'était quelque chose de vraiment amical, je me suis sentie très bien secondée. Nous avons obtenu un relogement dans les appartements qui vont être construits sur notre terrain. Mais pour la solution provisoire nous n'avons pas été respectés. Nous sommes dans la forêt, sans

eau courante depuis plus d'un mois, sans eau chaude, sans douche. Nous sommes coincés pour faire les courses et pour tous nos déplacements. J'ai quand même une haine en tant que native de l'Isle-Adam. Le maire de l'Isle-Adam ne nous a jamais reçus. L'ancien maire c'était autre chose, il voyait plus le pauvre que le riche. Aujourd'hui, je voudrais un appartement. La mairie nous dit qu'il n'y en a pas de libre. Je sais que ce n'est pas vrai. »

Solange Benoun : Qu'est-ce que c'est pour vous des logements sociaux ? Même si on dit « logements sociaux » ceux qui n'ont pas de revenus, qui touchent le RMI, qui touchent 400

euros, ils n'ont pas droit aux logements sociaux. Il faut avoir au moins 2000 euros pour avoir accès à un appartement et avec un garant encore. Je suis arrivée à l'hôtel, sans rien. Je me suis battue pour avoir un logement, je me suis battue poliment, mais faut y aller avec le culot. J'ai respecté les gens, j'ai obtenu mes droits. Je me suis rabaissée pour les obtenir. Sans mes enfants, j'aurais jamais été à la mairie demander quoi que ce



soit, parce que je sais comment on va me recevoir. Ça existait au Moyen âge qu'il y avait des gens dans la rue, des enfants dans la rue, mais je trouve lamentable que de nos jours, ça existe encore...

Aujourd'hui, si il n'y a pas de travail, il n'y a pas de logement !

Jean-Baptiste de Foucauld : Effectivement, je pense que les situations sociales se sont aggravées depuis 20 ans parce que, d'une part, le chômage a diminué les revenus de beaucoup de gens, donc si il y a moins de revenu, il est difficile de payer un loyer, et les charges fixes des logements ont augmenté, d'autre part il y a eu le phénomène de dé-cohabitation qui a beaucoup joué, il faut plus de logements qu'autrefois. Cette crise du logement nous a sauté à la figure avec beaucoup de force et ceux qui ont des revenus plus bas, sont en situation très difficile de pauvreté.

Thierry Rochereau :

Aujourd'hui, tous les projets que je vois sur ma commune, c'est que des PLS, ce sont les plus chers qui ne sont pas accessibles quand on a le RMI ou un revenu faible... Il y a 4 ans d'attente pour avoir un logement sur une petite commune de 9000 habitants et on ne construit que des PLS : il y a vraiment un problème !

Solange Benoun :

À Argenteuil, ils ont fait des nouvelles cités, du type immeubles trois étages. Ils

sont beaux, superbes... Mais on voit « à vendre », « à vendre », « à vendre ». Qui est-ce qui va acheter ces logements ? Pas nous !

Quand est-ce qu'ils vont construire des nouvelles cités avec des logements sociaux, pour des cas sociaux ?

Le jour du vote, tous les hommes ont la même valeur.

Emmanuèle Bostsarron : Voter, est un geste citoyen qui est important même si quelquefois on a des doutes. Une voix reste une voix que cela soit le ministre qui vote ou n'importe quelle personne. Et pour pouvoir honnêtement mettre ce bulletin de vote, il faut écouter les différentes solutions proposées pour les problèmes que l'on veut voir résolus pour soi-même et pour les autres. A priori, on ne veut pas voter seulement pour soi mais pour qu'une vie soit meilleure. La liberté de lire des journaux ou d'écouter la radio pour se faire une idée personnelle à ce

moment-là prend beaucoup d'importance. Il faut pouvoir accéder à une multitude d'informations, pas juste à une information.

Patrick Bourse : Voter c'est important, pour cette France. On veut quelque chose pour sa propre vie, on veut quelque chose pour le pays. Un militant, il vote... Moi je suis inscrit depuis pas longtemps. Y a un moment dans ma vie, je me suis dit « il faut que je m'y mette, t'es pas tout seul... »,

Jean Pierre Cheval : Moi je vote, sinon on n'est pas citoyen mais des fois on ne sait pas pour qui voter parce que ils sont tous pareils.

David Mouchard : Moi j'peux pas voter parce que je travaille et j'suis sdf en plus j'suis français. Ils demandent des quittances de loyer, moi j'ai pas ça. Nous les sdf ont a des droits mais on est un peu comme des immigrés. Je trouve ça honteux. On est comme tout le monde.

Redouane Bel Mokadem : J'ai des copains qui ont la simple domiciliation qui ont voté.

Marle Aleth Gard : Une commune ne peut pas refuser de domicilier quelqu'un au CCAS de sa commune et après cela donne le droit de vote. C'est dans la loi française.

— ■ Certains ne se sentent pas libre.

Monsieur Chen : Des fois la tutelle ou la curatelle, abusent vis a vis de la personne. Par exemple, ils lui donnent 50 euros pour faire le mois : c'est quoi ça ? c'est pas pour des chiens ! Faut leur donner un certain minimum qui puisse les aider. Ou alors j'ai entendu qu'à des gens on leur confisque leur carte d'identité pour qu'ils ne touchent pas à leur compte en banque. Ils se permettent bien des choses. Les handicapés sont protégés par la loi mais ils ne



sont pas si protégés que cela. Ils abusent de la personne du fait de son handicap, ils doivent lui

Jean-Baptiste de Foucauld : La voix de l'un, la voix de l'autre compte la même chose. C'est un principe formidable. Ça veut dire que tout le monde a droit à la même dignité. Tout le monde a droit de participer à la décision politique de manière rigoureusement égale. Cela veut dire que tous les hommes ont la même valeur. Le jour du vote, au moins, on respecte ce principe. C'est donc important de s'inscrire sur les listes électorales et de voter. Ce jour-là, il n'y a plus de riches, il n'y a plus de pauvres, on est tous égaux. C'est fondamental. Mais c'est difficile de savoir pour qui voter même si on voit bien que si on veut lutter contre la pauvreté il faut à la fois une économie qui marche et une économie qui redistribue le plus possible aux plus pauvres. Pour moi une bonne économie, c'est un peu paradoxal de dire cela aujourd'hui, mais c'est un moyen de lutter contre la pauvreté. Mais il ne faut pas faire que de l'économie, il faut que l'économie soit sans cesse redistribuée.

donner un certain minimum qu'il puisse faire ses loisirs.

Et puis, croyez-moi, si on veut casser le système (la tutelle) c'est pas si facile non plus. C'est facile à parler, pas facile à faire.

Jean-Pierre Cheval : Moi je suis sous curatelle, j'ai un numéro de téléphone direct, je leur téléphone. Si j'ai besoin d'une certaine somme, je l'ai, ils ne me demandent pas d'explications. Peut-être que tout le monde n'a pas la chance de tomber sur une curatelle comme je suis tombé moi.

Corinne Chevrot : À certains, depuis quelque temps on leur donne 20 euros au lieu de 50 et ils ont essayé de demander des explications mais on ne leur en donne pas.

Jean-Baptiste de Foucauld : Il se trouve que j'ai travaillé sur le dossier de la tutelle et curatelle en 97 et on a découvert beaucoup de choses qui n'allaient pas bien : par exemple c'est facile de mettre quelqu'un en tutelle même s'il n'est pas d'accord. D'autre part une fois qu'on est mis en tutelle, c'est difficile d'en sortir parce que les décisions ne sont pas remises en cause périodiquement. On avait fait toute

une série de propositions qui ont été longuement débattues. On a beaucoup travaillé mais il a fallu 10 ans pour arriver à ce que ce rapport arrive jusqu'à la loi qui devrait s'appliquer au mois de janvier

prochain. Ça aurait été mieux qu'elle soit faite un an ou deux après notre rapport parce qu'on savait déjà ce qu'il fallait faire.

On se sent citoyen quand on est utile aux autres.

Patrick Bourse : Dans l'immeuble de Thierry, il y a eu une grosse fuite de gaz. Les pompiers sont venus frapper très fort à toutes les portes pour demander de sortir. Thierry a pensé à sa voisine qui est handicapée. Il s'est dit qu'il ne pourrait pas la sortir seule, il a prévenu une autre voisine. Elle est allée chercher sa voiture.

Cherifa Maboub : Depuis que je suis à ATD Quart Monde, à la cité de promotion familiale, on dirait qu'il y a quelque chose qui a ouvert mon cœur. Je suis capable de parler à 2 h ou 3 h du matin, à des jeunes qui sont sous mes fenêtres avec des bouteilles. Je leur dis : « c'est pas bien ce que vous faites ». On a des enfants qui peuvent devenir comme eux. Je veux pas qu'ils fassent pareil. Mon fils, il a 14 ans, c'est un âge difficile, quand il les voit peut-être qu'il pense « c'est rigolo » alors j'ai changé sa chambre de côté, parce que de l'autre côté y a un parc.

Micheline Mahler : Je fais partie des « Morts de la Rue » et le 26 novembre nous avons une cérémonie en mémoire des personnes qui sont décédées. On est entrain de faire des hommes-sandwichs. On marque sur des cartons les noms des personnes qui sont décédées dans la rue.

David Mouchard : « Les Morts de la Rue » je leur fais un gros bisou, j'en ai connu pas mal qui sont partis, je leur fais un hommage pour eux.

Lucette Chevé : Depuis que je suis à la retraite, je suis occupée par la paroisse, pour aider la secrétaire deux fois par semaine et puis une fois de temps en temps je vais au « don du sang » pour faire des envois de courriers.

Redouane Bel Mokadem : j'ai co-fondé la bagagerie « mains libres » avec Françoise Aba, avec aussi Anne-Sylvie qui y est bénévole. Je faisais des accompagnements des « Morts de la Rue » avec Micheline. Là, je donne un coup de main presque toutes les semaines chez les sœurs parce qu'elles sont toutes âgées,

Annie Gaborlau : Je vais durant la semaine, à l'espace solidarité-famille à Créteil et je garde les enfants quand les mamans ont un entretien. J'ai aussi 4 enfants mais ils sont pas avec moi.



Patrick Brisset : Je suis rmiste, j'ai le RMI, avant la fête de Noël, la moitié c'est pour ma fille, elle sera heureuse, elle a 13 ans. Elle ne vit pas avec moi.

Evelyne Dubols : Ma fille travaille comme auxiliaire de nuit dans une association, elle dit que les transmissions sont très importantes, surtout quand on travaille avec les personnes âgées. On se sent citoyen quand on est informé pour que la vie des personnes dont on s'occupe ne soit pas en danger. Dans une entreprise chacun devrait se sentir important.

Passer du silence à la parole, de la parole à la représentation.

Jean-Baptiste de Foucauld : L'entraide est fondamentale. Notre société est entrain de l'oublier. Cette société a une vision triste de la citoyenneté, individualiste, repliée sur elle-même. Pour moi, ce n'est pas une vraie vision de la citoyenneté. La citoyenneté, ce n'est pas seulement réclamer des droits, c'est aussi donner quelque chose.. Être citoyen, c'est pas seulement recevoir, c'est aussi donner. C'est une vision active. Il n'y a pas de droits si il n'y a pas de devoirs. Pour redistribuer des logements sociaux, il faut bien le devoir de payer des impôts.

Être citoyen, c'est refuser la fatalité, c'est refuser toutes les fatalités qui obligent à dire « c'est comme ça, ça ne va pas bien mais on n'y peut rien, ce serait mieux si c'était autrement mais je n'y peux rien, ça me dépasse ». Non ! Pour moi être citoyen c'est se battre contre un certain nombre d'ennemis, l'ennemi du découragement d'abord.

J'aime bien les trois choses que vous avez dites : d'abord défendre des droits, avoir des droits, deuxièmement avoir une espèce de liberté, la liberté du citoyen c'est l'autonomie, ensuite être actif pour lutter contre les fatalités, pour se battre avec soi-même, se battre contre la société quand elle déraile. Pour moi, ce qui m'a motivé, c'est la question du chômage parce que quand il y a beaucoup de chômage, ça devient très difficile. Je me suis organisé avec des amis, pour regrouper, dans une association, des personnes qui aident à trouver du travail. On était en 85, on a senti que le chômage allait devenir un grand problème français. On s'est dit il faut faire quelque chose. On est allé voir le père Wrésinski. On avait une idée tout à fait juste, c'est lui qui nous a aidé à construire la méthode. L'entraide spontanée, le simple fait d'écouter, de faire attention, pour moi c'est être citoyen.

On nous promet sans arrêt des baisses d'impôts mais en même temps on dit qu'on veut améliorer la justice

sociale mais on ne peut pas baisser les impôts et augmenter la justice sociale, c'est pas possible. Il y a un an ou deux Nicolas Hulot a fait un pacte écologique, il a dit il y a un gros problème écologique devant nous, il faut qu'on fasse quelque chose et il a réussi à convaincre les hommes politiques de faire un



peu bouger les choses. On réfléchit à faire quelque chose, un peu du même ordre, dans le domaine civique et dans le domaine social. Les personnes qui vivent des difficultés concrètes n'ont pas tellement de possibilités de s'exprimer dans le système. Donc un des grands problèmes de notre société, c'est que beaucoup des politiques qui sont faites pour régler les problèmes ne sont pas faites avec les personnes, elles sont faites par des fonctionnaires, par des technocrates, par des

hommes politiques mais on ne sait pas co-construire les politiques... Dans ce pacte civique, on voudrait trouver des méthodes qui permettent, aux personnes qui souffrent de difficultés, de s'exprimer dans la société. La question sociale aujourd'hui n'a pas trouvé les formes de représentation dont elle aurait besoin pour être bien traitée. On voudrait essayer de travailler là-dessus. Ça nous paraît être un progrès social à faire. Cette parole importante des personnes qui souffrent de difficultés, ne doit pas être réduite au silence. Il faut passer du silence à la parole, de la parole à la représentation.

Compte-rendu réalisé par Micheline Mahier,
Lucette Chevé et Brigitte Jaboureck

Photos : Corinne Chevrot

Mise en page : Bérengère de Clermont-Tonnerre,
Jean de Castelet

Contact : Université Populaire Quart Monde Île de France
Mouvement ATD Quart Monde
15, rue Maître Albert
75005 Paris

Tél. : 01 46 33 35 31

E-mail : upqmldf@atd-quartmonde.org